L'industrie au département des forêts.

Une statistique d'il y a cent ans. 12)

En échange de ces faveurs, M. Bodelet s'obligeait : 1) à mettre l'usine en activité huit mois après la notification de l'octroi; 2) à fabriquer annuellement, après une période transitoire de deux ans, « six cents pièces de draps communs, deux cents de médiocres et cinquante de fins. » Chaque pièce devait être longue de 35 à 40 aunes et large de 2 1/4 aunes, mesure de Luxembourg. Pour les draps ordinaires, le fabricant était tenu d'employer des laines indigènes; pour les draps fins et de moyenne qualité, des laines étrangères les plus convenables. Les draps des deux dernières espèces devaient, enfin, être au moins de même qualité que ceux fabriqués à Vivier (Verviers?)

L'établissement a-t-il prospéré? La concession a-t-elle seulement été exploitée? Le fait est qu'il n'en a pas été fait mention lors de l'enquête de 1812.

La grande impératrice a eu d'autres marques d'intérêt pour l'industrie drapière. En 1749, elle ordonna que les objets d'habillement et d'équipement des troupes devaient être tirés des provinces où elles étaient en garnison. Renouvelés à chaque revue des régiments, ces ordres furent renforcés par une déclaration de Charles-Alexandre, duc de Lorraine et de Bar, lieutenant-gouverneur de l'Impératrice, qui défendit expressément de faire venir de l'étranger quoi que ce fût pour l'habillement et le fourniture des troupes (6 avril 1754). Ces sages mesures avaient procuré aux drapiers de notre pays un écoulement régulier et rémunérateur de leurs produits. C'est ainsi qu'avant la réunion du pays à la France, les drapiers de Wiltz et d'Esch/s-Sûre, au nombre de 70, tissaient annuellement environ 58.900 aunes, soit 70.000 mètres de drap dont la plus grande partie était cédée à la commission d'habillement des troupes. Les draperies de Clervaux, de Dasbourg, de Neuerbourg, de Larochette participaient aussi aux fournitures militaires.

Lorsque les troupes autrichiennes durent évacuer le duché, nos drapiers ne furent pas seulement privés d'une précieuse ressource, mais la commission d'habillement leur devait encore une somme très considérable. Et c'est là la double raison pour laquelle ces fabricants furent, dès le début du régime français, dans une très mauvaise posture.

Le préfet Lacoste, prédécesseur de Jourdan, se préoccupait vivement de cette situation et dans un mémoire sur le département des Forêts qu'il remit personnellement au premier Consul, à Bruxelles, il sollicita pour ses administrés la faveur de commandes militaires.

A la suite de cette démarche, le ministre de l'Intérieur ordonna au préfet, le 16 fructidor an XI (3 septembre 1803), de faire rapport sur les quantités de drap que les draperies du département seraient à même de fournir pour l'habillement des troupes. Lacoste, croyant déjà avoir gain de cause, presse les drapiers de lui soumettre, sans tarder, des soumissions avec échantillons. Ceux-ci ne se font pas prier et, le 18 vendémiaire an XII (11 octobre 1803), le préfet transmet son rapport avec pièces à l'appui au ministre. Les drapiers ardennais, qui seuls paraissent avoir soumissionné, offraient de fournir 48.150 mètres de drap. Ceux de Wiltz, groupés en deux sociétés, figuraient pour 11.250 mètres dans la soumission; Esch-sur-la-Sûre pour 21.000 mètres; Clervaux pour 2.400 mètres; et Neuerbourg pour 13.000 mètres. Le préfet estimait que cette fourniture rapporterait annuellement au département une somme de 300.000 francs.

« Ce sera ouvrir », écrit-il au ministre, « à ces contrées adoptées de la République une source de prospérité qu'elles n'ont point connue jusqu'ici. Ce seront des semences fructueuses que vous aurez déposées dans le champ du bien public, des moyens féconds que vous aurez confiés à l'administration pour y développer les germes de tous les sentiments généreux qui font respecter partout le nom français et qu'on doit particulièrement propager dans un département réuni. »

Malheureusement, les démarches du préfet n'aboutirent pas. Les soumissions de nos compatriotes furent écartées comme ne répondant pas aux règlements afférents. Les drapiers luxembourgeois avaient exprimé le désir de livrer leurs draps et d'en être payés dans leurs communes mêmes. Or, l'arrêté du 9 thermidor an VIII (28 juillet 1800) s'y opposait. Les intéressés offrirent, après coup, de se conformer à toutes les exigences réglementaires; mais en vain.

En 1811, il n'y avait dans le département des Forêts qu'une manufacture de draps fondée, en 1809, par M. Dutreux-Boch. Cet industriel activait deux métiers pour le tissage du drap et un pour la fabrication de molletons; ordinairement,

il occupait dix-huit ouvriers. Cette année-là, il avait apporté certains changements à son installation, devenus nécessaires pour l'exécution de commandes de l'intendance militaire.

L'Empereur ayant, en effet, demandé de chef au préfet si nos drapiers étaient à même de contribuer à l'habillement des troupes, il se trouva que M. Dutreux-Boch était seul dans les conditions voulues; la chaîne de ses draps était de 54 parties ou 1528 fils, conformément aux prescriptions du règlement.

Ce fabricant confectionnait aussi des draps plus larges pour le commerce. La production annuelle était de soixante-cinq à soixante-dix pièces de drap et de quinze à vingt pièces de molleton. Les draps étaient de très bonne et forte qualité, larges de 119 à 130 centimètres. La laine, tirée des Ardennes et notamment de Bastogne, Wiltz, Beyange(?), etc., coûtait 42 à 45 sols le livre de 16 onces et les ouvriers touchaient un salaire journalier de 15 à 30 sols.

Les années précédentes, M. Dutreux-Boch avait écoulé avantageusement une partie de ses produits dans les départements de la Moselle et de la Meurthe; en 1811, forcé lui fut de les expédier plus loin. En décembre, une grande partie en était encore invendue à Paris. La mévente s'expliquait et par la stagnation générale des affaires et par des causes plus spéciales à la branche.

Comme la Russie, réfractaire au système du blocus continental, ne s'approvisionnait que de draps anglais, les draps fins de Verviers, d'Aix-la-Chapelle, de Montjoie, d'Elbeuf, etc. n'étaient plus dans ce pays et se vendaient sur place à des prix très abaissés, ce qui entraînait un fort avilissement des prix des draps communs que produisaient notre pays. De même, les draps de Saxe, qui avant la guerre s'exportaient en Russie sur une vaste échelle, encombraient alors les marchés allemands; si bien que la rive droite du Rhin, où certains de nos drapiers s'étaient créés des débouchés rémunérateurs, leur fut, passagèrement du moins, fermée complètement, les produits luxembourgeois ne pouvant pas soutenir la concurrence des draps saxons dont la matière première était moins chère.

Après les aménagements dont il a été question, l'activité de la draperie Dutreux-Boch reprit avec plus d'intensité. En 1812, le nombre des métiers à drap fut porté à trois et le personnel renforcé à 26 personnes. Bientôt la production atteignit trois pièces de drap et autant de molleton croisé par semaine.

A Luxembourg, qui comptait alors 2029 feux et 9486 habitants, il y avait, outre la manufacture de drap de M. Dutreux-Boch, huit marchands de draps, autant de marchands de toilerie, 39 tisserands, 4 teinturiers, deux passementiers et un bonnetier.

Dans le département — le chef-lieu mis à part — il y avait, en 1811, d'après le relevé des patentes, 194 drapiers ne possédant qu'un métier, à savoir :

- 2 dans l'arrondissement de Neufchâteau;
- 17 dans l'arrondissement de Luxembourg;
- 48 dans l'arrondissement de Bitbourg et
- 127 dans l'arrondissement de Diekirch.

Ces petits patrons étaient établis, pour la plupart, dans les communes de Wiltz, Clervaux, Dasbourg, Esch-sur-la-Sûre, Larochette, Dudeldorf, Echternach, Vianden et Neuerbourg. Ils préparaient, filaient et tissaient eux-mêmes la laine. Leur production dépendait des approvisionnements et du nombre de bras que les drapiers pouvaient employer dans leurs familles à la préparation et à la filature de la matière première. Chaque métier aurait bien pu tisser une pièce de drap par semaine, mais en réalité le rendement fut beaucoup moindre. On employait à la fabrication surtout des laines du pays. La pièce de drap était longue de trente à quarante aunes. Mais comme le drap n'avait que 1280 à 1300 fils en chaîne, tissés à sec et portés sur la rame à 1/4 aune de Paris, il n'avait pas — nous l'avons déjà vu — la largeur prescrite pour l'habillement des troupes.

Les produits furent exportés en partie dans les pays rhénans et en Suisse.

Dans le département comme à Luxembourg — et pour les motifs que nous avons exposés — l'industrie drapière traversait une crise intense qu'augmentaient encore la disproportion croissante entre le prix de la matière première et celui du drap, la guerre déclarée à la Russie au moment de l'enquête et la création de nombreuses manufactures dans les pays allemands où nos drapiers avaient eu jusque-là des débouchés importants.

Contrairement au procédé employé pour les autres branches d'industrie importantes, Jourdan ne semble pas s'être servi de questionnaires pour ses investigations sur les draperies. Cela fait que son enquête ne nous renseigne guère sur la condition des drapiers dans les petits centres, tels que Esch-sur-la-Sûre, Echternach, Clervaux, Larochette, Wiltz, etc. Pour certaines de ces localités, toutefois, la lacune est comblée

opina que « les octrois exclusifs qui, en règle générale, ont quelque chose d'odieux, ne devaient être accordés que très exceptionnellement »; 2. l'entrée libre des matières premières nécessaires à la fabrication; l'exemption, franche de tous droits, des produits fabriqués; l'exemption des droits de tonlieux pour les envois dans les autres provinces de Belgique; 3. l'exemption de logements militaires pour les bâtiments servant à la manufacture; 4. le paiement des charges publiques à titre de marchand seulement, avec dispense de taxe du chef de la fabrique; 5. le titre de manufacture impériale et royale privilégiée dans la ville de Luxembourg. — Après la capitulation de la fonderie, J. P. Namur fut maintenu dans ses fonctions de receveur, sauf que le titre de bailli fut changé en celui de trésorier général de la commune. La manufacture établie par cet agent ne semble plus avoir existé en 1811.

La contribution des patentes avait été réglée, en dernier lieu, par la loi du 1^{er} brumaire an VII (22 octobre 1798). Faisons remarquer que le rôle des patentes ne renseigne pas tout le personnel des draperies, puisque n'y figurent ni les cardans, ni les fileurs de laine et de coton, ni les ouvriers, les journaliers et toutes personnes à gages, travaillant pour autrui dans les maisons, ateliers et boutiques de ceux qui les emploient. (Art. XXIX, Nr. 3 et 9.)

par les données recueillies, en 1812 aussi, par Christiani, secrétaire général de la préfecture du département des Forêts. Chargé de rédiger un « mémoire statistique » du département, ce fonctionnaire avait élaboré un questionnaire nombreux qu'il adressa aux maires, médecins, ecclésiastiques, agents forestiers etc., des communes du pays. Les données suivantes en sont extraites partiellement.

Esch-sur-la-Sûre. — Ce bourg comptait alors 187 feux et 1176 habitants. Les draperies, au nombre de cinquante, occupaient 600 bras, y compris les femmes et les enfants. Ces derniers filaient la laine dès l'âge de 12 ans. La main-d'œuvre était payée un franc par jour. On fabriquait à Esch-sur-la-Sûre des draps de toutes couleurs, l'écarlate exceptée. Plus que les drapiers des autres localités luxembourgeoises, ceux d'Esch-sur-la-Sûre avaient eu à souffrir de la perte des fournitures militaires. A raison de l'espacement de ses terres, cette population laborieuse ne pouvait demander à l'agriculture qu'un secours très minime. Recherchant une autre voie, qui exigeait de moindres capitaux, les habitants d'Esch-sur-la-Sûre se mirent, dans la suite, à fabriquer des molletons et de la fanelle commune.

Un épisode¹¹⁾ du « Kloppekrieg » fait bien voir que l'industrie drapière était alors la principale, sinon l'unique ressource des habitants d'Esch. Au mois de décembre 1794, « les patriotes » de cette localité, sous la conduite du notaire Jos. Rischard, s'emparèrent à Eitelbruck d'un commissaire aux vivres, allemand d'origine et natif de Sierck, l'enfermèrent au château d'Esch et l'y enfermèrent dans le fond-de-fosse. Lorsque les choses tournèrent mal, la bourgeoisie d'Esch alla faire sa soumission au général Debrun qui, entre autres, exigea, non pas une amende, mais la fourniture de cent cinquante aunes de drap blanc en compensation d'un cheval de dragon tué!

Larochette. — A Larochette, au 14^e siècle déjà, les drapiers excitèrent la jalousie de leurs confrères de Luxembourg. Parmi les privilèges accordés à ceux-ci par Jean l'Aveugle figure, en effet, la limitation à quatre du nombre des métiers dont pouvaient se servir les drapiers de Larochette.

Sous le régime autrichien, ils fabriquaient annuellement au delà de 20.000 mètres, dont une grande partie était destinée à l'habillement des troupes. Cette ressource coupée, la fabrication tomba à quelque 15.000 mètres détaillés ainsi: Hilger Henri: 1500 m.; Medernach Pierre: 500 m.; Dix Nicolas: 1000 m.; Kobus Guillaume: 1500 m.; Charlet Michel: 1500 m.; Medernach Pierre: 1500 m.; Schettert Eustache: 1000 m.; Knaff Adam: 1500 m.; Lumerding Mel.: 500 m.; Treinen Mathieu: 1000 m.; Hansen Mathieu: 1500 m.; Steg Pierre: 1000 m.; Theisen Pierre: 1000 m.

Vianden. — Avec 253 feux et 1303 habitants, Vianden comptait sept drapiers et une draperie « qui peut être qualifiée de petite manufacture ». Celle-ci, appartenant à Jacques May, occupait 16 ouvriers à l'atelier et 80 travaillant à domicile. La production annuelle de l'établissement était évaluée à 26.000 francs. Cent vingt personnes étaient employées à Vianden à la filature et au tissage de la laine selon l'ancienne méthode. Les enfants maniaient le rouet dès l'âge de treize ans.

La laine, provenant des départements des Forêts, du Rhin et de la Moselle, coûtait 4,20 frs. le kg. Le travail de la filature se payait à raison de 75 centimes les 466 grammes de laine. Le drap blanc — il était d'usage alors de teindre seulement après le tissage — de qualité solide mais sans finesse, se payait, après la foulure mais non encore apprêté, six francs le mètre, prix moyen.

Wiltz. — Cette petite ville ardennaise, très industrielle, comptait, en 1812, 335 feux et 2374 habitants. Il y avait 90 draperies, occupant 1213 personnes, hommes, femmes et enfants, la moitié presque de toute la population. Les enfants — c'est à n'y pas croire — étaient attelés à la tâche dès l'âge de sept à huit ans. Comment — ce liant — ne pas songer aux petits tireurs de lacs, dont le sort lamentable impressionna vivement l'illustre Jacquard et le conduisit à sa magnifique découverte? ...

La laine, tirée du canton même et des cantons avoisinants, revenait à 5 francs le kg.; la main-d'œuvre était payée à raison de 0,60 à 0,70 fr. la journée et le drap, de qualité ordinaire, se vendait 6 à 6,50 francs le mètre. Comme à Esch-sur-la-Sûre, à Larochette, à Vianden, l'industrie drapière languissait à Wiltz à la suite des événements politiques et des bouleversements économiques des dernières vingt années. De tous ces petits centres montaient des appels pressants à la sollicitude du Gouvernement impérial. Le refrain était toujours le même: ce qui manquait surtout aux drapiers, c'était le profit des fournitures militaires.

B. Toiles de lin et de chanvre; filature de coton; tissus de coton et de fil et coton.

Le 17 pluviôse an 10 (6 février 1802), le citoyen Guinot, directeur de la filature nationale des hospices civils à Paris, avait exprimé le désir au préfet Lacoste d'être mis en relations avec un négociant avec qui il s'entendrait « sur les moyens d'utiliser davantage les filatures de coton établies soit au chef-lieu soit sur les différents points du département »

Christiani (Marie-Frédéric-Henri) naquit à Strasbourg le 15 février 1760. Pendant les années 1783 et 1784 il avait été professeur d'histoire et de droit public dans sa ville natale. De 1785 jusqu'à la suppression de l'Ordre de Malte en France, il avait fait office d'avocat et de receveur principal de la commanderie de St. Jean à Strasbourg. Il fut successivement nommé membre du directoire du district de Strasbourg (1791), député à la Convention nationale (1792) et ensuite membre du conseil des 500 pour le département du Bas-Rhin. Commissaire du Gouvernement près l'administration centrale du même département jusqu'en l'an 8 et secrétaire général provisoire de la préfecture à Strasbourg jusqu'au 15 floréal de la même année, Christiani fut nommé secrétaire général de la préfecture du département des Forêts le 27 ventôse an 10 (18 mars), et installé le 5 floréal suivant. Il succéda à Le Roux-Neville, qui avait été destitué.

Cf. Histoire des seigneurs et du bourg d'Esch-sur-Sûre, par le Dr. A. Neyer. Publ. de la Section hist. de l'Institut, tom. X XI.

Le préfet soumit la question au conseil d'agriculture, du commerce et des arts, qui chargea un de ses membres, M. C. Roser, de rédiger un rapport auquel nous empruntons les données suivantes:

En 1802, le coton se filait à Luxembourg sur des tours simples, tournés à la main, d'une manière lente et dispendieuse. Il n'y avait encore qu'une seule « mécanique », dont le propriétaire réglait les prix de fabrication à sa volonté, et dictait ainsi la loi aux fileuses à la main. Les cotons ne se filaient pas d'après des numéros, mais la finesse en était taxée au toucher et à la vue. Comme les nombreux tisserands établis à Luxembourg avaient besoin de grandes quantités de cotons filés, tant blancs qu'en couleurs, et qu'il fallait encore beaucoup de fil de coton pour la fabrication de mèches de lampe et de chandelles, l'industrie urbaine était, quant à cette matière, fortement tributaire de l'étranger.

Le 30 janvier 1806, nouvelle enquête ordonnée par le ministre de l'Intérieur sur la situation des filatures, des fabriques de tissus et de bonneterie de coton et des manufactures de toiles peintes.

Le préfet répond le 14 mars 1806 qu'il n'existe pas dans le département de fabriques des trois dernières espèces, mais qu'à Luxembourg il y a plusieurs fileteurs de coton. Jean François Frison a deux mécaniques, qu'il exploite avec l'aide de ses cinq enfants; Jean-Pierre Frison, frère du précédent, possède deux mécaniques et emploie six ouvriers; le sieur Lambert, aidé de deux ouvriers, exploite une mécanique et une machine pour la bonneterie de coton. Enfin, la dame Madeleine Mockel a une mécanique et occupe deux ouvriers.

Chaque mécanique peut filer dix à douze livres de coton par semaine. Les fabricants travaillent uniquement pour le compte des négociants de la ville, qui leur fournissent aussi le coton.

Pour 1811, le rôle des patentes renseigne 507 tisserands, à savoir: 96 dans l'arrondissement de Neufchâteau; 336 dans celui de Luxembourg; 37 dans l'arrondissement de Bitbourg et 38 dans l'arrondissement de Diekirch. A Luxembourg même, il y en avait 39, dont neuf employaient 60 métiers battants, tant pour la confection de toiles de ménage que de toiles tout coton ou de coton mêlé de fil. Pour ce dernier produit, la chaîne était en fil et la trame en coton. Tous les fabricants, dont un possède deux mécaniques pour la filature du coton, travaillent sur commande ou vendent leurs marchandises aux foires et marchés du département et des pays avoisinants. A cause de la rareté et de la cherté excessive de la matière première — conséquence du blocus continental — le tissage du coton avait fortement diminué.

A Luxembourg, il y avait en outre trois tisserands qui employaient 21 métiers à la fabrication de « nappage » de lin. La matière première en provenait surtout des Pays-Bas.

Tous les tisserands de la campagne, ainsi que le plus grand nombre de ceux de Luxembourg, tissaient le fil de lin et de chanvre que les particuliers tordaient au rouet dans leurs ménages. Le salaire du tisserand était proportionné à la largeur et à la finesse de la toile et variait de 20 à 75 centimes par aune.

C. Bonneterie en fil et en coton. — Le relevé des patentes porte deux bonnetiers et un fabricant de bas, à savoir: un bonnetier à Luxembourg, un fabricant de bas à Mersch et un bonnetier à Florenville. Chacun de ces fabricants n'employait qu'un métier.

D. — Corderies. — Il y avait, en 1811, dans le département 11 cordiers, dont neuf dans l'arrondissement de Luxembourg, un dans celui de Bitbourg et un dans l'arrondissement de Diekirch.

La fabrication était peu importante, le pays ne produisant pas de chanvre approprié.

Les cordelettes et les ficelles dans le commerce provenaient de Strasbourg.

E. Teinturiers. — Le rôle des patentes en renseigne 45: 7 dans l'arrondissement de Neufchâteau; 26 dans l'arrondissement de Luxembourg; 8 dans l'arrondissement de Bitbourg et 4 dans l'arrondissement de Diekirch.

Ils teignent le fil, le coton et la laine, en gris, en bleu, en brun et même en vert.

Tel est, dans les détails, le bilan de l'industrie textile sous le régime français. Elle traversait une crise sérieuse. La suppression des jurandes et corporations n'avait pas eu que des avantages. Et si désormais le champ était largement ouvert aux initiatives individuelles, les circonstances n'étaient guère propices à leur épanouissement. Aux conséquences immédiates d'un immense bouleversement social s'ajoutaient les événements politiques, les opérations militaires, les barrières économiques qui, dans l'année de notre enquête, avaient non seulement gêné les approvisionnements en matière première, mais encore coupé à l'industrie indigène des débouchés accoutumés et précieux. Avec cela, nos drapiers, fileteurs et tisserands, manquaient généralement de capitaux: on a vu qu'ils avaient le regret de fournitures impayées, faites aux troupes autrichiennes. Sans cette accumulation de chances contraires, on ne s'expliquerait pas comment, dans un pays où l'industrie lainière était fort ancienne et relativement importante, la géniale invention de Jacquard n'était pas encore appliquée alors. Le fait est que, en 1812, où les métiers à la Jacquard étaient déjà très répandus, il n'y en eut pas un seul dans le département des Forêts. La prudente réserve de nos drapiers y avait d'ailleurs sa part. Je n'en veux pour preuve que cet exemple. En 1810, la maison Th. Vigneron, de Paris, qui exploitait un métier à tisser nouveau, avait eu recours — comme cela se pratiquait alors couramment — au préfet pour la diffusion de ses prospectus. Le maire de Luxembourg, B. Servais, à la demande de Jourdan, convoqua les principaux intéressés de la ville et notamment MM. Dutreux-Boch, fabricant de draps, Dominique Zuang, drapier; Jacques et Henri Belfort, André Schreiner, Georges Denis et Nicolas Reuter, tisserands, pour leur recommander la nouvelle invention. M. Dutreux-Boch ayant donné lecture des pièces avec inter-

prétation en allemand, « tous déclarèrent s'en tenir à leur ancienne méthode de tisser, surdir et tordre. Mais il m'a paru », ajoute le maire, « que le sieur Dutreux pourrait, dans quelque temps d'ici, faire l'acquisition du métier de l'invention de MM. Vigneron & Cie. »

Pendant le quart de siècle suivant, l'industrie lainière ne se développait que lentement et ce n'est que vers 1835 que commença une ère de grande prospérité, due surtout à l'entreprise de la maison Godchaux frères, de Schleifmühl. Cet établissement, fondé dans les conditions les plus modestes, prit rapidement une extension considérable. Ses produits ne tardèrent pas à franchir nos frontières. Vers 1890, où elles étaient à leur apogée, les Draperies luxembourgeoises — anciennes maisons Godchaux — rangeaient un nombre des premiers établissements similaires du continent. Sans compter l'annexe de La Roche (Meurthe-et-Moselle), elles activaient alors, dans le pays même, 400 métiers mécaniques disposant d'une force motrice de 700 chevaux. Les usines réunies employaient environ 2000 ouvriers et travaillaient à peu près 1 000 000 kg. de laine lavée!

D'autres industriels, à Larochette, à Wiltz, à Luxembourg, à Esch-sur-la-Sûre, emboîtaient résolument le pas aux établissements de Schleifmühl pour exploiter l'une ou l'autre branche de l'industrie textile. Celle-ci n'occupe plus actuellement (recensement du 12 juin 1907) que 711 ouvriers salariés, dont 400 hommes et 311 femmes, répartis sur 34 exploitations. Vingt-cinq % des ouvriers âgés de plus de 16 ans gagnent moins de trois francs; 64%, de 3 à 4,50 francs et 11% un salaire plus élevé. Des ouvrières, huit % touchent un salaire moindre de 1,75 frs., 80 1/2 % un salaire de 1,75 à 2,75 francs; le surplus, un salaire plus élevé.

Les Faïenceries.)

La fabrication des faïences a été implantée dans notre pays, vers la moitié du dix-huitième siècle, par la famille Boch, d'origine lorraine. Dans sa « Biographie luxembourgeoise », le Dr. A. Neyer a raconté longuement les débuts romanesques des fondateurs d'un établissement qui est encore parmi les plus florissants du pays.

Le père Boch, ouvrier très intelligent, travaillait avec ses trois fils aux forges de Hayange. Son gendre Valette, chef d'atelier à la faïencerie de St. Clément en Lorraine, ayant vanté à ses beaux-frères le profit de sa profession lucrative, ceux-ci s'établirent poitiers à Audun-le-Tiche et, sous leur toit de chaume, se mirent à fabriquer de la faïence commune, recouverte d'émail blanc.

Mais les tracasseries d'un gentilhomme acariâtre ne tardèrent pas à contrecarrer la jeune entreprise. M. de Gerbeville, seigneur de l'endroit, défendit, en effet, aux frères Boch d'utiliser une source dont ils avaient absolument besoin.

Lors d'un voyage qu'il fit à Luxembourg, en 1755, Pierre-Joseph Boch, le plus jeune des frères, gagna à sa cause le magistrat de la ville qui lui offrit, à proximité de la forteresse, un emplacement où abondaient le bois, l'argile et le terrain vague et où l'eau sortait limpide comme le cristal, de sept sources très rapprochées, ne se tarissant jamais. Le jeune industriel ne se fit pas prier. Lorsqu'ils s'établirent à Septfontaines, par concession souveraine, les frères Boch eurent, pour toute fortune, quelque 600 livres d'argent. L'entreprise prospéra rapidement, mais les frères Boch ne furent pas au terme de leurs épreuves. Le premier four étant devenu trop petit, ils le remplacèrent par un autre de plus grandes dimensions. Malheureusement, à la première cuisson, la voûte s'en effondra et ruina la marchandise contenue dans le four. Pour réparer le désastre, la dame Valette, énergique comme ses frères, s'en fut à pied trouver à Metz un de ses parents, l'abbé Guistelle, chanoine de la cathédrale, à qui elle fit le récit de la décevante aventure. Le généreux abbé lui remit cinquante louis d'or qui profitèrent si bien que le prêt put être remboursé peu de temps après.

En 1767, Marie-Thérèse, qui avait tant de sollicitude pour l'industrie et le commerce, accorda aux usiniers de Septfontaines, entre autres privilèges importants, le titre de « manufacture impériale et royale », impliquant le droit d'apposer sur l'usine les armes de l'Empire et de prendre pour marque l'aigle bicéphale. Plus tard, le gouvernement offrit même aux frères Boch la prohibition des faïences étrangères, privilège qu'ils crurent devoir décliner.

L'usine était très prospère lorsque la place de Luxembourg fut investie par les troupes françaises (21 novembre 1794). Le général Debrun ordonna aux habitants, déjà nombreux, de Septfontaines d'évacuer leurs habitations dans un délai de deux heures. Telle scène de l'exode évoque le souvenir d'Hermann et Dorothee. Pierre-Joseph Boch, — le véritable fondateur de la faïencerie — amoncela ce qu'il put sur un grand chariot; il y plaça sa femme avec un nourrisson et son frère Dominique, qui était malade. Il traversa l'armée française, conduisant à la main ses cinq autres enfants et sa belle-sœur à qui le désespoir avait momentanément égaré la raison. Mais cet homme était de trop bonne trempe pour s'avouer vaincu. Se ravissant, il demanda le lendemain la permission au général Davout d'enlever de chez lui tout ce qu'il pourrait porter. La faveur ayant été accordée, Pierre-Joseph Boch, aidé des paysans du voisinage, compléta en trois jours le pénible déménagement.

Quand, après la capitulation (7 juin 1795), les frères Boch revinrent sur les lieux, l'usine n'était plus qu'un amas de ruines: le dommage s'élevait à 648 000 francs, à dire d'experts! Dans le partage que firent les trois frères, Pierre-Joseph eut pour son lot les débris de la faïencerie. « J'ai fait « ma fortune par le travail », dit-il, en acceptant sa part, « je saurai la refaire de même. Je rebâtirai les maisons incendiées et je ne vendrai pas « un champ. »

¹⁾ P. R. Arch. Gov. Luxembg., p. 190, Nr. 22, cote 253; Nr. 26, cotes 307 et 308.

²⁾ Chez P. Brück, Luxembourg, 1860.